

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Pouvoir adjudicateur :



2 avenue du Lac
91013 Evry cedex

(Organisme de droit privé chargé d'une mission de service public)

**Réalisation de prestations de services de maintenance et de travaux ponctuels
de réparation des installations de chauffage, de climatisation, de ventilation
et de plomberie sanitaire des sites de la Caf de l'Essonne**

Accord-cadre à bons de commande n° 30/2024

Appel d'offre ouvert passée en application des articles L.2124-2 et R.2124-2
du Code de la commande publique

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES.....	4
ARTICLE 2 : REGLEMENTATION – PROCEDURE APPLICABLE	4
2.1. REGLEMENTATION DU MARCHE PUBLIC.....	4
2.2. ALLOTISSEMENT DE LA CONSULTATION	4
2.3. FORME DU MARCHE.....	5
ARTICLE 3 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 4 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION	6
6.1. REPRESENTANT DU TITULAIRE	6
6.2. PASSATION DES BONS DE COMMANDE	6
6.3. COMPETENCES DU TITULAIRE.....	7
6.4. FORMAT DES LIVRABLES	7
6.5. OBLIGATION DE CONSEIL.....	7
6.6. STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE	7
6.7. REMPLACEMENT D'INTERVENANTS	7
ARTICLE 7 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS	8
7.1. GARANTIE	8
ARTICLE 8 : PRIX	8
8.1. FORME ET CONTENU DES PRIX	8
8.1.1. <i>Prix de la maintenance annuelle forfaitaire</i>	8
8.1.2. <i>Prix des prestations hors forfait (prix unitaires)</i>	9
8.2. MODIFICATION DE LA CONSISTANCE DU PARC MATERIEL	9
ARTICLE 9 : MODALITES DE REGLEMENT	10
9.1. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	10
9.1.1. <i>En cas d'erreur de facturation</i>	10
9.2. REPARTITION DES PAIEMENTS	11
9.3. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	11
ARTICLE 10 : AVANCE	11
ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE.....	11
ARTICLE 12 : CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	11

ARTICLE 13 : PENALITES	12
13.1. PENALITES DE RETARD	12
13.2. PENALITES SPECIFIQUES	12
13.3. PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	13
13.4. PENALITES EN CAS DE MECONNAISSANCE DE LA REGLEMENTATION EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	13
ARTICLE 15 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 17 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – RGPD – MESURES DE SECURITE	15
ARTICLE 18 : MODIFICATION DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	15
ARTICLE 19 : TRANSFERT DE L'ACCORD-CADRE	15
ARTICLE 20 : ASSURANCES	16
ARTICLE 21 : REPARATION DES DOMMAGES.....	16
ARTICLE 22 : INSCRIPTION OBLIGATOIRE A E-ATTESTATIONS.....	16
ARTICLE 23 : RESILIATION.....	16
ARTICLE 23 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE.....	16
ARTICLE 25 : LAÏCITE.....	17
ARTICLE 26 : LITIGES.....	17
ARTICLE 27 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	17



Article 1 : Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caf de l'Essonne, dont le siège social est situé 2 avenue du Lac 91013 Evry cedex, désignée dans l'accord-cadre par l'expression « l'organisme contractant ».

Le pouvoir adjudicateur est représenté à la signature des présentes et pour tout avenant éventuel par le directeur général de l'organisme contractant ou son délégué. Tous les règlements des sommes dues, au titre du présent accord-cadre, sont assurés par le directeur comptable et financier de l'organisme contractant, même adresse, auquel doivent être signifiées toutes oppositions éventuelles.

Pour la conduite des prestations et leur suivi, le pouvoir adjudicateur est représenté par le Pôle Immobilier Logistique.

- D'autre part, le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande, désigné dans les documents contractuels par l'expression « le titulaire ».

Article 2 : Règlementation – procédure applicable

2.1. Règlementation du marché public

Le présent marché est passé conformément à l'article L. 124-4 du Code de la Sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés des organismes de sécurité sociale et des dispositions du Code de la Commande publique.

Conformément à l'article L.1111-1 du code de la commande publique, le présent marché est un marché.

Conformément à l'article L.1111-4 du code de la commande publique, le présent marché est un marché de services.

Conformément à l'article L.2112-1 du code de la commande publique, le présent marché est conclu par écrit.

Conformément à l'article L.2124-1 du code de la commande publique, le présent marché est passé selon une procédure formalisée.

Conformément aux articles L.2124-2 et R.2124-2 du code de la commande publique, le choix de la procédure retenue est l'appel d'offre ouvert.

Le présent marché utilise la technique de l'accord cadre. L'accord cadre est régi en outre par les dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est régi également par référence aux Cahiers des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) (Arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel n° 0078 du 1^{er} avril 2021).

2.2. Allotissement de la consultation

Il s'agit d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur, il n'est pas divisé en lots. En application des dispositions de l'article L. 2113-10 et celles de l'article R. 2113-3 1° du Code de la commande publique, l'acheteur a décidé de ne pas allotir le marché au motif que l'objet de l'accord-cadre ne permet pas l'identification de prestations distinctes du fait de la configuration et des caractéristiques techniques des différentes installations.

2.3. Forme du marché

Il s'agit d'un accord-cadre comportant une maintenance forfaitaire et des interventions hors forfait. Il est exécuté au moyen de bons de commandes, avec un **montant maximum des dépenses autorisé par la procédure (reconductions comprises) de 400 000 euros hors taxes**. Ce montant n'engage pas la Caf de l'Essonne et ne correspond qu'à un montant donné à titre indicatif.

Le montant global estimé de l'accord-cadre (reconductions éventuelles comprises) ne pourra donc en tout état de cause dépasser cette somme.

L'émission des bons de commandes ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre, et être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commandes seront transmis au titulaire à la survenance du besoin.

Aucun bon de commande ne pourra être passé après la date d'expiration de l'accord-cadre. La durée d'exécution maximale des bons de commandes ne pourra excéder deux mois après l'expiration de l'accord-cadre.

La Caf de l'Essonne ne prend aucun engagement quant à la fréquence et à l'importance des bons de commandes émis, le titulaire devant en tous les cas être en mesure d'y répondre dans les délais fixés.

Article 3 : Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de maintenance de niveaux 1 à 4 (norme AFNOR FDX 60-000) et de travaux ponctuels de réparation des installations de chauffage, de climatisation, de ventilation, de plomberie-sanitaire de la Caf de l'Essonne, laquelle possède ou occupe les sites suivants :

- Evry « Atlantis » Zac du Bois Briard - 2 avenue du Lac,
- Massy espace accueil 1-3 avenue de France,
- Massy antenne administrative 2ter avenue de France.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent accord-cadre.

Les modalités de réalisation des prestations et le détail de celles-ci figurent dans le C.C.T.P. et ses annexes. Les stipulations du C.C.T.P. règlent aussi les éventuels travaux de réparations des installations qui pourraient survenir en cours de marché.

Article 4 : Durée de l'accord-cadre

Le marché prend effet à compter du 1^{er} mars 2025. Ce marché est conclu pour une période d'un an ferme.

Ce marché pourra être reconduit de manière annuelle par tacite reconduction dans la limite de trois reconductions, soit un total maximal possible de quatre ans (28 février 2029).

Conformément à l'article L.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne peut s'opposer à (aux) reconduction(s). En cas de dénonciation du marché par la Caf de l'Essonne, cette dernière se fera par courrier recommandé avec un préavis de trois mois par rapport à la date anniversaire du marché soit le 30 novembre de chaque année. En cas de non-reconduction du marché, le titulaire du marché ne pourra prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Article 5 : Pièces contractuelles

L'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTR1), la décomposition de prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) et le bordereau de prix unitaires (B.P.U.), avec éventuellement les engagements complémentaires souscrits au cours ou au terme de la période de mise au point, signés par le titulaire et également par le représentant du pouvoir adjudicateur, dont les exemplaires conservés par l'organisme font seule foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et son annexe, dont les exemplaires conservés par l'organisme font seule foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes numérotées de 1 à 6, dont les exemplaires conservés par l'organisme font seule foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021 (document non joint à l'accord-cadre mais réputé connu des parties) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- Les bons de commandes émis par l'organisme.

Les dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. sont précisées dans le dernier article du présent C.C.A.P.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus, à la remise de l'offre ou durant l'exécution de l'accord-cadre n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Article 6 : Modalités d'exécution

6.1. Représentant du titulaire

Dès notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne un représentant chargé de le représenter auprès de la Caf. Il dispose des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions engageant le titulaire conformément à l'article 3.4.1. du C.C.A.G.-F.C.S.

6.2. Passation des bons de commandes

Les bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins.

L'émission des bons de commandes s'effectuera sans négociation, ni mise en concurrence préalable du titulaire, selon les conditions prévues audit accord-cadre.

Il est rappelé qu'aucune prestation ne sera rémunérée si elle n'a pas fait l'objet d'une commande, et si cette commande n'émane pas directement du Pôle Achats Marchés de l'organisme contractant.

Seront portés sur chaque bon de commande, les éléments suivants :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date de l'accord-cadre,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

6.3. Compétences du titulaire

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un ou plusieurs intervenants de compétence et de qualification adaptées aux besoins de l'accord-cadre, et à maintenir ce niveau tout au long de l'exécution des prestations, même en cas d'absence ou de départ du personnel dédié.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le titulaire s'engage notamment :

- À veiller et contrôler le maintien constant des compétences de son équipe, ainsi que de son homogénéité, de sa disponibilité, de sa réactivité, et de sa composition ;
- À maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de son équipe en cas de difficulté.

6.4. Format des livrables

Le titulaire devra remettre tous les livrables en français sous format dématérialisé (Word, Excel, Powerpoint ou équivalent).

6.5. Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde de la Caf relativement à l'ensemble des prestations de l'accord-cadre.

Les conseils, mises en garde et recommandations devront être formulés par écrit dans les documents remis à la Caf lors de l'exécution de l'accord-cadre.

6.6. Statut du personnel du titulaire

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du marché.

Il est expressément entendu que les agents du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire.

6.7. Remplacement d'intervenants

Le titulaire a recours aux personnels et aux outils adaptés aux prestations qui lui sont demandées.

Il s'engage à faire exécuter la prestation par un personnel spécialisé dans le domaine concerné.

La Caf de l'Essonne peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'une ou de plusieurs personnes physiques affectées à l'exécution de l'accord-cadre, si elle le juge nécessaire.

Dans le cas où cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, la Caf de l'Essonne et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à la Caf de l'Essonne un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent par dérogation à l'article 3.4.3. du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 7 : Opérations de vérifications – décisions après vérifications

Les opérations de vérifications quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans l'accord-cadre comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Par dérogation aux articles 24 et 25.4 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours maximum pour procéder aux vérifications des prestations attendues et notifier sa décision de réception.

Par dérogation aux articles 25.1, 25.2, 25.3 du CCAG-FCS, les délais impartis au titulaire sont de 10 jours.

7.1. Garantie

Il n'est pas prévu, à la charge du titulaire, de retenue de garantie.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS, toute pièce fournie et posée par le titulaire sera garantie par le titulaire, une année, pièces et main d'œuvre, à compter de sa mise en service.

Article 8 : Prix

8.1. Forme et contenu des prix

L'accord-cadre est traité à prix forfaitaire et unitaire figurant dans le DPGF et le bordereau de prix unitaires respectivement inclus et annexé à l'acte d'engagement du titulaire pour l'ensemble des prestations demandées.

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dont les frais d'assurance, les marges pour risque, les frais de déplacement et les marges bénéficiaires.

Les prix de l'accord-cadre sont exprimés en HT et TTC et comportent au maximum deux décimales. Le montant de la TVA est celui applicable au moment de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire certifie que les prix et tarifs de référence stipulés à l'acte d'engagement n'excède pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle et que ce tarif a été établi conformément à la réglementation en vigueur. Il s'engage à fournir à la Caf toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

8.1.1. Prix de la maintenance annuelle forfaitaire

Les prix figurant au D.P.G.F. annexés à l'acte d'engagement doivent comprendre, pour chaque équipement spécifié, l'intégralité des prestations, y compris toutes sujétions confiées au titulaire et mentionnées dans le C.C.T.P. et ses annexes.

Le forfait comprend :

- Les interventions effectuées forfaitairement selon les dispositions des pièces contractuelles du présent marché ;
- Les frais correspondants à l'obligation de moyens et/ou de résultats définis contractuellement ;
- L'outillage individuel, nécessaire à ces prestations ;
- Les fournitures consommables et les pièces détachées mentionnées dans le C.C.T.P.

Le forfait exclut :

- Les interventions prévues normalement au forfait qui seraient consécutives à un acte de malveillance, à une utilisation anormale du matériel ou des équipements, ou encore à une catastrophe naturelle ;
- Sauf dérogation contraire au C.C.T.P., les contrôles techniques réglementaires.

Il est précisé que toute dépense de remplacement d'un équipement dont la valeur unitaire selon le barème fournisseur est inférieure ou égale à 500 € HT est due au titre du forfait, ainsi que le coût de la main d'œuvre.

8.1.2. Prix des prestations hors forfait (prix unitaires)

Les travaux sont rémunérés au regard :

- Des prix horaires d'intervention selon les catégories de personnel,
- Du coefficient d'entreprise sur les fournitures.

Ensuite, un bon de commande est établi :

- Soit à partir d'un devis descriptif proposé par le titulaire en considérant que ce prix fait exclusivement référence à des prix et mode de calcul du B.P.U.
- Soit pour des cas exceptionnels d'urgence dûment justifiés, sur dépenses contrôlées.

Dans ce dernier cas :

- La main d'œuvre est rémunérée en fonction du temps d'intervention aux taux horaires indiqués au BPU ; les taux horaires comprennent les frais de déplacement et sont révisables dans les conditions prévues à l'article 8.2. ci-après ;
- Pour les fournitures : sur la base des prix attestés par la facture du fournisseur, affectés du coefficient K mentionné au BPU.

Les prix horaires des intervenants mentionnés au BPU comprendront toutes les petites fournitures consommables et outillages nécessaires aux prestations qui leurs sont confiées.

Le coefficient K pour fourniture sera appliqué conformément aux dispositions du présent C.C.A.P.

8.2. Modification de la consistance du parc matériel

Lorsque les matériels ou équipements sont pris en charge ou abandonnés en cours d'année, le ou les prix forfaitaires correspondants pour cette année sont calculés au *prorata temporis* du nombre de mois à couvrir jusqu'à la fin de l'année en cours.

Si le matériel ne figure pas dans l'état des prix forfaitaires, il sera nécessaire de conclure un avenant qui indiquera le nouveau prix forfaitaire (sous réserve que cela ne bouleverse pas l'économie du marché).

8.3 Modalités de révision des prix

Les prix sont fermes et non révisables pendant la première année d'effet de l'accord cadre. A compter de la deuxième année, les prix initiaux pourront faire l'objet d'une révision annuelle un mois au plus tard avant la date anniversaire de l'accord cadre (date de début d'exécution), soit en hausse, soit en baisse, selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [(0,30) + (0,70) \times \frac{(BT01_n)}{(BT01_o)}]$$

dans laquelle :

P = prix révisé,

P_o = prix de l'année précédente,

BT01_n = valeur du dernier indice BT01 (tous corps d'état – Index Bâtiment base 2010) du mois précédant la date de notification du marché publié sur le site <http://www.insee.fr>

BT01_o = valeur de l'indice BT01 (tous corps d'état – Index Bâtiment base 2010) au mois de réception de l'offre.

Un mois avant la date de révision, le titulaire transmettra par voie dématérialisée au Pôle Achats-marchés de la Caf de l'Essonne ses nouveaux prix. La révision devra présenter les nouveaux et anciens prix, le calcul de la révision selon la formule ci-dessus et les indices publiés par l'INSEE. En cas d'acceptation par la Caf de l'Essonne, le titulaire transmettra les nouveaux prix sous format PDF et sous format Excel en précisant sur le document la date d'effet de la révision de prix. Sans réponse et retour des nouveaux prix actualisés, dans le délai imparti, les prix de l'année précédente prévaudront pour l'année suivante, à compter de la date anniversaire.

Arrondis du calcul :

Les résultats des calculs intermédiaires sont arrondis à deux décimales.

Par dérogation à l'article 10.2.3. du C.C.A.G.-F.C.S., le coefficient de révision est arrondi au centième supérieur à deux décimales.

Ø Clause butoir

Toutefois, dans la mesure où les prix révisés à la hausse viendraient à dépasser le seuil annuel de 5 % par rapport à ceux précédemment pratiqués, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre moyennant un préavis de trois mois adressés par tout moyen permettant de donner date certaine, et ce, sans indemnité.

Article 9 : Modalités de règlement

Les prestations forfaitaires seront réglées mensuellement à terme échu sur présentation de facture.

Le montant de chaque facture correspondra au 12^{ème} du montant forfaitaire annuel.

Les prestations hors forfait seront réglées après réalisation des prestations définies dans chaque bon de commande.

9.1. Présentation des demandes de paiement

Les décomptes, factures ou mémoires afférents au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les noms et adresses du créancier,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Le numéro et la date de l'accord-cadre, et de chaque avenant s'il y a lieu,
- Le numéro et la date de l'ordre de service,
- La période ou date de réalisation des prestations facturées,
- La désignation détaillée de la prestation exécutée,
- Le montant hors TVA de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total de la prestation exécutée,
- La date.

Ils sont établis de manière dématérialisée au format PDF et déposés sur la plate-forme de paiement CHORUS PRO (code service / n° engagement : aucun). Le SIRET de la Caf de l'Essonne est le 381 016 534 00061

9.1.1. En cas d'erreur de facturation

Il ne peut être facturé que les prestations réalisées.

En cas d'erreur sur une ligne de facturation, le Pôle Immobilier Logistique prend contact avec le titulaire par tout moyen.

Celui-ci dispose d'un délai de 10 jours pour régulariser la situation. Il doit alors émettre un avoir portant mention du numéro et de la date de la facture concernée, établi indépendamment de la facture à régulariser.

9.2. Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

9.3. Délai global de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique après constatation du service fait et dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des factures conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du code de la commande publique.

Cependant, dans le cas d'une contestation sur une facture, ce délai peut être suspendu par tout écrit (courrier électronique, courrier simple, courrier AR, etc...) et reprendra dès lors que le litige aura été résolu.

Le défaut de paiement dans les délais prévus emporte application des articles L. 2192-13, R. 2192-31 à R. 2192-34 et D. 2192-35 et D. 2192-36 du code de la commande publique. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne augmenté de huit points.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la T.V.A.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Article 10 : Avance

Sauf renonciation du titulaire formulée dans l'ATTR1, une avance lui est versée dès lors que les conditions relatives au montant et à la durée du bon de commande fixées par les articles R. 2191-16 et, par renvoi, R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique, sont remplies.

Il est alors fait application de l'option A définie à l'article A.11.1 du C.C.A.G.-F.C.S. Le taux de l'avance est donc de 30 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande lorsque le titulaire est une PME, et de 5% dans les autres cas, conformément à l'article R. 2191.7 du même code.

Les conditions de remboursement sont celles prévues par les articles R. 2191-11 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

Article 11 : Retenue de garantie

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

Article 12 : Cession ou nantissement des créances

Les créances nées ou à naître dans le cadre des bons de commande passés sur la base de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du code est le Directeur Comptable et Financier de l'organisme.

En cas de sous-traitance, l'accord-cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

Article 13 : Pénalités

Le présent article déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S. Le paiement des pénalités ne libère pas le titulaire de ses obligations au titre de l'accord-cadre.

L'application des pénalités est soumise à l'obligation, pour la Caf, à l'envoi d'une mise en demeure préalable restée sans réponse du titulaire pendant un délai de 15 jours.

13.1. Pénalités de retard

En cas de dépassement d'un délai contractuel imputable au titulaire, ce dernier encourt après mise en œuvre du dispositif d'information prévue à l'article 14.1.1. du C.C.A.G.-F.C.S., une pénalité de 500 € par jour de retard entamé par dérogation à l'article 14.1.1. du C.C.A.G.-F.C.S.

Le montant des pénalités de retard s'impute sur le règlement de la facture adressée par le titulaire à la Caf de l'Essonne.

Conformément à l'article 14.1.2. du C.C.A.G.-F.C.S., le montant des pénalités de retard est plafonné à 10 % du montant HT du bon de commande concerné.

13.2. Pénalités spécifiques

Des pénalités peuvent être infligées par la Caf de l'Essonne au titulaire si ce dernier ne respecte pas les exigences fixées par le C.C.T.P.

La liste de ces pénalités figure à l'annexe n° 5 du C.C.T.P. et au tableau ci-dessous :

Critères de qualité du service	Item	Moyen de contrôle	Calcul des pénalités
Indicateurs spécifiques à la phase de prise en charge			
Livrables de la prise en charge	Non-transmission des livrables attendus au titre de la prise en charge (cf. Art. 6 du C.C.T.P.)	Sur constat de manquement	- 100 € / jour ouvré de dépassement
Indicateurs spécifiques à la phase d'exploitation courante			
Interventions préventives	Exécution du plan de maintenance préventif : non réalisation d'1 OT préventif, compte-rendu non fourni si défaillance de la GMAO sur 1 trimestre civil	- extraction de la GMAO - planning des interventions préventives, - audits (preuve de pièce changée...)	- 200 € / OT préventif non réalisé / compte-rendu non fourni dans le trimestre civil
Interventions correctives	Intervention corrective : taux des remises en état définitives dans les délais < 90 % sur le mois écoulé	- extraction de la GMAO - audits contradictoires (échantillonnage)	- 100 € par tranche de 10 % en deçà de 90 % <i>Ex : si taux = 75 %, la pénalité est de 200 €</i>
Consignes et dispositions à respecter	Non-respect d'une des règles élémentaires de sécurité (intervention sans plan de prévention, port des EPI, habilitations à l'accès aux locaux techniques...)	Sur constat de manquement	- 750 € / constat
Audits contradictoires des prestations	Obtention d'un résultat négatif à un audit contradictoire (seuil à définir)	Grille d'audit contradictoire	- 200 € / audit négatif

Astreinte	Non-respect du délai contractuel pour dépêcher une équipe de techniciens lors des périodes d'astreinte (cf. Art. 8 du C.C.T.P.)	Sur constat de manquement	- 250 € / heure de retard
Moyens minimaux	Non-conformité de l'organisation et des moyens minimaux définis au contrat	- Sur constat de manquement - Documents contractuels (offre du prestataire, avenants...)	- 300 € / heure de retard
Rapports d'activité	Non-transmission d'un rapport d'activité dans les délais contractuels (cf. Art. 11.1. du C.C.T.P.)	Sur constat de manquement	- 100 € / jour ouvré de retard
Critères de qualité du service	Item	Moyen de contrôle	Calcul des pénalités
Tenue à jour des outils SI	Absence de compte-rendu d'intervention dans la GMAO à l'issue de la clôture d'un OT	Extraction GMAO	- 25 € / constat - 100 € / constat identique après le 1 ^{er} constat (délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de notification du 1 ^{er} constat)
Indicateurs spécifiques à la phase de réversibilité			
Livrables de la réversibilité	Non-transmission des livrables attendus au titre de la prise en charge (cf. Art. 9 du C.C.T.P.)	Sur constat de manquement	- 100 € / jour ouvré de dépassement
Installations et locaux	Dégradation d'un local mis à disposition du prestataire, d'un ouvrage ou d'une installation par rapport à l'état initial	Analyse des rapports d'états des lieux d'entrée et de sortie	Coût des travaux de remise en état à la charge du prestataire

13.3. Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par la Caf au titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 €.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224.1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

13.4. Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles

Pour application de l'article 5.2.3. du C.C.A.G.-F.C.S., la méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 500 € pour chaque manquement constaté.

Article 15 : Dispositions relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de l'accord-cadre selon les modalités définies aux articles R. 2193-3 à R. 2193-9 du code de la commande publique et à l'article 3.6 du C.C.A.G.-F.C.S.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R. 2143-16 du code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 41.1 du CCAG FCS).

Article 16 : Confidentialité

Il est fait application de l'article 5.1. du C.C.A.G.-F.C.S.

En outre, le titulaire s'engage à ne pas utiliser les communications de toute nature concernant la Caf de l'Essonne à d'autres fins que celles relatives à l'exécution de l'accord-cadre et à les maintenir confidentielles.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information susceptible de permettre à des tiers de connaître directement ou indirectement le détail des prestations demandées dans le cadre de l'accord-cadre.

Cette obligation devra être respectée pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans limitation de durée après son expiration.

Le titulaire, le pouvoir adjudicateur, ainsi que son représentant, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité, indiquées dans les documents particuliers du marché, s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, le titulaire est tenu de respecter ces mesures.

Il ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution du contrat.

Tout manquement à ces obligations de confidentialité est susceptible d'entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales ultérieures qui seraient engagées à son encontre.

Article 17 : Protection des données personnelles – RGPD – Mesures de sécurité

A partir du 25 mai 2018, les données personnelles collectées dans le cadre du marché public par l'attributaire du marché, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général de la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016).

Dans ce cadre, le titulaire du marché, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données pour le compte du pouvoir adjudicateur, responsable du traitement, s'engage à respecter les obligations prévues dans la convention RGPD annexée au présent C.C.A.P.

Sous-traitance

Le titulaire peut, avec l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique.

Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres-sous-traitants. L'information transmise au pouvoir adjudicateur indique précisément les activités sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données conformément à la convention RGPD annexée au C.C.A.P.

Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues dans la convention RGPD annexée au C.C.A.P.

Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant le pouvoir adjudicateur.

Article 18 : Modification dans la situation du titulaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à la Caf de l'Essonne par le titulaire.

De même, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent, aux coordonnées du compte à créditer, aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, à l'adresse du siège de l'entreprise, au capital social de l'entreprise, et généralement, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Cette notification devra être appuyée, selon le cas, soit d'un nouveau relevé d'identité bancaire ou postal, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'assemblée générale de la société, d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait du registre de commerce et des sociétés ou du registre du répertoire des métiers.

Article 19 : Transfert de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre ne pourra, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite et préalable de la Caf.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Article 20 : Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. La garantie devra être suffisante.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager la Caf de l'Essonne, ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Article 21 : Réparation des dommages

Les dispositions de l'article 8 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services sont applicables au présent marché.

Article 22 : Inscription obligatoire à E-attestations

Dans le cadre de ses obligations légales, le titulaire du marché doit fournir périodiquement des justificatifs au pouvoir adjudicateur. Afin de simplifier cette procédure, la Caf de l'Essonne fait appel au prestataire e-attestations.

Le titulaire s'engage à s'inscrire (gratuitement) sur cette plateforme en ligne à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com> et y déposer l'ensemble des justificatifs nécessaires afin qu'ils soient visibles par la Caf de l'Essonne.

Article 23 : Résiliation

Conformément aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur pourra décider de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire dans le cas où ce dernier ne se serait pas acquitté des obligations prévues par le marché, et ce, sans qu'il puisse prétendre à indemnité.

Cette résiliation prendra effet après une mise en demeure préalable l'informant de la possible sanction. Cette mise en demeure sera assortie d'un délai d'exécution. En cas de non-respect de ses obligations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur la résiliation sera prononcée de plein droit.

La résiliation du marché sans faute du titulaire peut être prononcée par la Caf de l'Essonne à tout moment, pour un motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvrira droit au profit du titulaire à aucune indemnité.

Article 23 : Droit, langue et monnaie

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Toutes les correspondances, factures et, plus généralement, tous les documents écrits de toute nature, relatifs à l'accord-cadre doivent être rédigés en français.

Les prix des prestations sont formulés et payés en euros.

Article 25 : Laïcité

La Caf de l'Essonne étant une administration publique, le principe de laïcité et de neutralité s'applique tant au personnel qu'elle emploie, qu'aux sous-traitants avec lesquels elle travaille.

Au nom des valeurs qu'elle porte et qu'elle entend faire vivre, la Caf a signé la charte de la laïcité de la Branche famille (cf annexe).

Il est attendu du titulaire qu'il s'engage à faire respecter ces valeurs auprès de son personnel présent dans les locaux de la Caf.

Article 26 : Litiges

En cas de litige, les parties s'engagent avant toute saisine des juridictions compétentes à trouver un accord amiable et si nécessaire à faire appel au médiateur des entreprises.

En cas de litige, le droit français est seul applicable et sont de la seule compétence des tribunaux français dont relève la Caf de l'Essonne.

Article 27 : Dérogations au CCAG-FCS

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, le titulaire reste soumis au cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021).

Article du CCAP dérogatoires	Article du CCAG-FCS visés par la dérogation	Nature de la dérogation
Art. 6.7.	Art. 3.4.3.	Remplacement d'intervenants
Art. 7	Art. 29	Décisions après vérification
Art. 7	Art. 30.1, 30.2, 30.3 et 30.4	Admission, ajournement, réfaction et rejet
Art. 7.1.	Art. 33.1	Garantie
Art. 13	Art. 14	Pénalités
Art. 16.1	Art 24	Décisions après vérifications
Art. 23	Art. 33	Résiliation pour motif d'intérêt général

Fait en un seul original à Evry, le 21 novembre 2024

Mention manuscrite « Lu et approuvé »
Signature et cachet du candidat

ANNEXE - Protection des données à caractère personnelles

La présente annexe constitue l'acte juridique exigé par l'article 28 du règlement (UE) n° 2016/679 du 27 avril 2016, ci-après dénommé « le règlement général sur la protection des données » ou « RGPD », régissant le traitement de données personnelles entre le responsable de traitement et le sous-traitant tels que définis respectivement aux articles 4-7° et 4-8° du RGPD.

Le responsable du traitement et le sous-traitant s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le RGPD et la loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

1. Objet

Le présent document a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel réalisées dans le cadre du marché n° 20/2024.

2. Description des traitements effectués par le sous-traitant

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable du traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les services/prestations suivantes :

Dans le cadre des prestations qui lui sont confiées, le sous-traitant peut être amené à traiter des données personnelles figurant au sein de traitements mis en œuvre par le responsable de traitement ou peut être amené à y accéder.

Pour l'exécution de sa mission, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution de ces prestations.

3. Obligation du responsable de traitement

Le responsable du traitement s'engage à :

- a) Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de responsable de traitement, en vertu des dispositions du RGPD et de la loi Informatique et Libertés ;
- b) Fournir au sous-traitant la description du ou des prestations confiées dans le cadre du présent marché et documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données ;
- c) Mettre à disposition du sous-traitant toutes les données nécessaires à l'exécution de sa mission ;
- d) Le cas échéant, effectuer une analyse d'impact relative à la protection des données, avec le concours du sous-traitant ;
- e) Veiller, au préalable et pendant toute la durée du marché, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du sous-traitant ;

- f) Superviser le traitement, y compris par la réalisation d'audits et d'inspections auprès du sous-traitant ;
- g) Notifier, le cas échéant, les violations de données à caractère personnel à la Commission nationale de l'informatique et des libertés et communiquer, si nécessaire aux personnes concernées, avec l'assistance du sous-traitant, dans les conditions décrites à l'article 4.3 du présent document.

4. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant s'engage à :

- a) Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de sous-traitant, en vertu des dispositions du RGPD et de la loi Informatique et libertés, dont la tenue d'un registre sous-traitant au titre de l'article 30 du RGPD ;
- b) Traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les seules finalités faisant l'objet de la sous-traitance et en aucun pour ses propres besoins ou pour les besoins d'un tiers ;
- c) Traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées du responsable du traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD, de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des Etats membres relatives à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement ;
- d) Assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché, dans les conditions décrites à l'article 5 du présent document ;
- e) Respecter son obligation de conseil et signaler au responsable de traitement les mesures de sécurité additionnelles qu'il conviendrait de prendre ;
- f) Ne pas chercher à lever le pseudonymat de données pseudonymes qui lui auraient été confiées par le responsable de traitement. Informer sans délai le responsable de traitement en cas de réidentification à partir de données insuffisamment anonymisées par le responsable de traitement ;
- g) Informer le responsable de traitement de toute réquisition ou demande de communication des données personnelles confiées, par un tiers autorisé, sauf si un texte légal l'interdit ;
- h) Mettre à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du RGPD et dans la présente annexe ;
- i) Fournir au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données ou de toute autre personne faisant office de délégué à la protection des données pour son compte.

4.1. Sous-traitants ultérieurs

Le sous-traitant ne peut pas lui-même sous-traiter aucun des services faisant partie de l'objet du présent contrat qui impliquent le traitement de données personnelles, à l'exception des services auxiliaires nécessaires à l'exploitation normale des services du sous-traitant.

4.2. Transfert de données personnelles vers des pays tiers

Sur demande expresse et spécifique du responsable de traitement, le sous-traitant s'engage à traiter les données exclusivement sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne ou assurant un niveau de protection adéquat au titre de l'article 45 du RGPD.

4.3. Droit des personnes concernées

Dans la mesure du possible, le sous-traitant aide le responsable de traitement, sans frais, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, à donner suite aux demandes des personnes concernées en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du RGPD. A ce titre, il répond dans les meilleurs délais à toute sollicitation du responsable de traitement.

4.3.1. Information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.3.2. Exercice des droits des personnes

Lorsque les personnes concernées exercent à tort auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit immédiatement adresser au responsable de traitement et de façon sécurisée ces demandes dès réception, aux coordonnées indiquées par le responsable de traitement afin que ce dernier puisse traiter la demande dans les temps impartis.

4.4. Assistance apportée au responsable de traitement

Le sous-traitant aide le responsable de traitement à démontrer que celui-ci respecte ses obligations légales et réglementaires relatives à la protection des données.

4.4.1. Analyses d'impact relatives à la protection des données

Le sous-traitant assiste notamment le responsable de traitement pour la réalisation des analyses d'impact relatives à la protection des données prévues à l'article 35 du RGPD et, si besoin, de la consultation préalable de l'autorité de contrôle prévues à l'article 36 du RGPD.

4.4.2. Traitement des incidents de sécurité

Le sous-traitant aide également le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD.

A ce titre, il met en place, et il obtient de chacun de ses propres sous-traitants qu'ils mettent en place, pendant toute la durée du marché, un processus de gestion des incidents de sécurité.

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement tout incident de sécurité impact les données qu'il traite dans le cadre de la prestation qui lui a été confiée. Cette notification intervient dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai maximum de 48 heures ouvrables après en avoir eu connaissance, aux coordonnées indiquées par le responsable de traitement.

Cette notification est accompagnée de toute information utile pour permettre au responsable de traitement de qualifier l'incident de violation de données au sens de l'article 4.12 du RGPD et, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente au titre de l'article 33 du RGPD, voire de la communiquer aux personnes concernées au titre de l'article 34 du RGPD.

Cette notification contient au moins les informations suivantes :

- La description de l'incident de sécurité : nature, portée, catégories et nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernées, catégories et nombre approximatif de personnes concernées, temporalités, conséquences ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel les informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des mesures prises, engagées, envisagées ou proposées pour remédier à l'incident de sécurité, y compris, le cas échéant les mesures pour atténuer les éventuels effets négatifs pour les personnes concernées.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, le sous-traitant peut les communiquer de manière échelonnée, sans délai injustifié. Il en informe le responsable de

traitement en lui indiquant des raisons pour lesquelles la totalité des informations ne peuvent être communiquées dans ce délai.

Le sous-traitant s'engage à coopérer pleinement, à ses frais, avec le responsable de traitement afin de l'aider dans la gestion de cette situation et notamment en :

- l'aidant à la conduite des investigations sur l'incident de sécurité ;
- fournissant au responsable de traitement ou au tiers indépendant qu'il a désigné, un accès physique aux installations et opérations concernées ;
- organisant des entretiens entre le personnel du responsable de traitement et son propre personnel ;
- fournissant tous les registres, journaux, dossiers, communications de données et autres documents pertinents nécessaires pour se conformer à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux codes de conduite auxquels il aurait adhéré.

Le sous-traitant s'engage à ne pas informer les tiers, y compris les personnes concernées mais à l'exception des autorités de contrôle, de tout incident de sécurité ou de toute violation de données traitées dans le cadre du présent marché, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit du responsable de traitement.

Le sous-traitant reconnaît que le responsable de traitement est seul habilité :

- A déterminer si l'incident de sécurité constitue ou non une violation de données à caractère personnel ;
- A décider cette violation doit ou non être notifiée à l'autorité de contrôle, voire communiquée aux personnes concernées ;
- A formaliser le contenu de ladite notification ;
- A réaliser la notification proprement dite à la CNIL.

Lorsque le responsable de traitement est dans l'obligation de communiquer la violation de données à caractère personnel aux personnes concernées, le sous-traitant prend en charge les frais liés à cette communication si la violation est survenue à cause d'un manquement du sous-traitant aux obligations prévues par la présente et au RGPD.

A la suite à une éventuelle violation de données, le sous-traitant assiste le responsable de traitement pour répondre à toute enquête ou demande émanant d'une autorité de contrôle, voire à toute plainte formulée par une personne concernée ou par un regroupement de celles-ci.

En cas de manquement du sous-traitant au titre de ses obligations décrites dans la présente annexe, celui-ci restaure, à ses frais, les données traitées dans le cadre du présent en cas de perte de données.

Le sous-traitant tient et met à disposition du responsable de traitement un registre des incidents de sécurité qui ont impacté les données confiées et y documente, au minimum, toute information pertinente concernant les circonstances de ces incidents de sécurité, ses effets et les mesures prises à ses frais pour y remédier et éviter qu'ils ne se reproduisent.

5. Sécurité des données

Le sous-traitant reconnaît que la sécurité est un critère fondamental pour la protection des données à caractère personnel et s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au niveau de risque déterminé par le responsable de traitement.

Celles-ci tiennent compte de l'état de l'art, de la doctrine de la CNIL et de l'Anssi et sont conformes aux standards de sécurité en vigueur. Elles ne doivent en aucun cas être moins rigoureuses que celles mises en place par le sous-traitant pour le traitement de ses propres données.

Le sous-traitant s'engage à communiquer au responsable de traitement, sur simple demande, tout document décrivant sa politique de sécurité des informations, les mesures de sécurité mises en

œuvre, les certifications obtenues et les résultats synthétiques des audits de sécurité qu'il fait réaliser. Ces documents sont considérés comme confidentiels.

5.1. Engagement de sécurité

Le sous-traitant s'engage expressément à :

- a) Prendre en compte les principes de protection des données par défaut et dès la conception de ses outils, produits, applications ou services (Security by Default & by Design) ;
- b) Assurer la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la traçabilité d'accès et d'usage des données qu'il traite pour le compte du responsable de traitement ;
- c) Tenir à jour une documentation écrite décrivant les mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre à cet effet ;
- d) Traiter avec diligence toute demande du responsable de traitement relative à la sécurité des données traitées dans le cadre du marché.
- e) Rétablir dans les meilleurs délais la disponibilité et l'accessibilité des données du responsable de traitement en cas d'incident de sécurité ;
- f) Assurer le stockage des données du responsable de traitement séparément de ses propres données ou des données d'autres clients ;
- g) Restreindre l'accès aux données faisant l'objet du traitement au seul personnel habilité et autorisé à cet effet,
- h) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel :
 - S'engagent à respecter la confidentialité et soient soumises aux dispositions du cahier des clauses administratives concernant la confidentialité et le secret professionnel ;
 - Reçoivent une formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- i) Ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés par le responsable de traitement, sauf si ladite copie est indispensable à la réalisation de la prestation ;
- j) Ne pas utiliser, ni communiquer les documents et informations traités à des finalités autres que celles définies par le présent marché ;
- k) Prendre toutes les mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution du marché ;

Le cas échéant, le sous-traitant s'engage par ailleurs à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par le code de conduite auquel il a adhéré ou la certification dont il se targue.

Toute modification importante des mesures de sécurité mises en place par le sous-traitant doit être documentée et présentée au responsable de traitement pour évaluation. Elles ne peuvent en aucun cas réduire le niveau de sécurité des données pendant la durée du marché.

5.2. Mesures de sécurité spécifiques

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité spécifiques suivantes (à adapter en fonction du risque) :

- Le chiffrement des sauvegardes des données à caractère personnel ;
- Le chiffrement des données à caractère personnel en transit ;

- Le chiffrement des données à caractère personnel au sein des bases de données ;
- La pseudonymisation des données à caractère personnel ;
- Un dispositif de détection des traces de connexion aux données traitées pour le compte du responsable de traitement au cours des six derniers mois ;
- La mise à disposition des traces de connexion aux données traitées pour le compte du responsable de traitement au cours des six derniers mois ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Etc.

6. Tests de sécurité

En cas de service exposé sur internet, le sous-traitant autorise également le responsable de traitement à effectuer ou à faire effectuer des tests de sécurité pour vérifier que les systèmes du sous-traitant ne sont pas vulnérables (par exemple du fait d'un défaut de configuration ou d'un défaut de mise à jour) et détecter tout changement susceptible d'exposer les données à des risques d'intrusion.

Par ailleurs, le responsable de traitement peut procéder à toute investigation sur Internet permettant de détecter des violations de données à caractère personnel avérées.

7. Vérification du respect des obligations du sous-traitant

Le responsable de traitement se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer en son nom et pour son compte, toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations mentionnées dans la présente annexe, notamment par la réalisation d'audits, y compris des inspections et des tests de sécurité.

Le sous-traitant coopèrera pleinement à ces audits et s'engage notamment à autoriser le responsable de traitement ou les tiers qu'il a mandatés, à accéder, sans limitation, à l'ensemble des informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission, aux environnements physiques et techniques, aux registres et systèmes d'informations, au personnel, ou encore aux sites ou locaux à partir desquels le sous-traitant délivre les prestations visées dans la présente annexe.

Sans préjudice de cette faculté du responsable de traitement, le sous-traitant lui exposera au moins une fois par an les résultats synthétiques des contrôles qu'il met régulièrement en œuvre afin de vérifier le caractère conforme et suffisant des mesures techniques et organisationnelles de sécurité prises.

Le responsable de traitement pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du sous-traitant, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des obligations précitées. La responsabilité du sous-traitant peut également être engagée sur le fondement des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

8. Durée de la prestation et devenir des données à caractère personnel

La durée du présent marché est de : indiquée au présent CCAP (art. 4).

L'autorisation donnée par le responsable de traitement au sous-traitant pour effectuer les traitements prévus le cadre de la prestation est valable pour toute la durée du contrat.

À l'issue de la prestation, suivant les instructions du responsable de traitement, au terme de ce marché, le sous-traitant s'engage à :

- renvoyer sous un format standard exploitable toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement. Le renvoi doit être suivi de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant à une date effective notifiée par le responsable de traitement. Une fois les données détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de cette destruction.

Le responsable de traitement se réserve le droit de procéder à toute vérification qu'il estime nécessaire afin de confirmer l'exécution de ces obligations.

9. Responsabilités

Le tribunal compétent est celui de : Tribunal judiciaire d'Evry / 9, rue des Mazières 91012 Evry.

Le sous-traitant sera tenu responsable en cas de manquement exclusivement imputable à lui et/ou à ses sous-traitants ultérieurs à leurs obligations en vertu du présent accord, du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés. À ce titre, le sous-traitant s'engage à indemniser le responsable du traitement pour tout dommage direct subi par ce dernier.

10. Points de contact

- Les coordonnées du délégué à la protection des données du sous-traitant ou de la personne en charge de la protection des données sont les suivants : (à compléter par le candidat).....

- Les coordonnées de la personne intervenant pour prendre en charge tout incident de sécurité sont les suivantes : (à compléter par le candidat).....

- Référent Ril de la Caf de l'Essonne : Madame Stéphanie Pellerin
[informatique et libertes@cafevry.cnafmail.fr](mailto:informatique_et_libertes@cafevry.cnafmail.fr)

- Les coordonnées du délégué à la protection des données du responsable du traitement sont les suivants :
Délégué à la protection des données mutualisées
Mission de l'Analyse de la Conformité Informatique et Libertés et de la Sécurité du Système d'Information (Macssi) 32 avenue de la Sibelle – 75685 Paris Cedex 14
protection-dp@cnaf.fr